



Justification des écarts de plusieurs ordonnances sur la formation professionnelle initiale par rapport au texte de référence du SEFRI

Mesdames, Messieurs,

Le texte de référence du SEFRI pour les ordonnances sur la formation professionnelle initiale se fonde sur le modèle axé sur les compétences opérationnelles (modèle CO). Certains modèles de formation ne peuvent s'aligner sur le texte de référence et les blocs de texte correspondants. Étant donné que SEFRI est ouvert au principe que d'autres modèles puissent être utilisés, le choix d'une telle option engendre des écarts par rapport au texte de référence. Le modèle employé est décrit à l'article 3 « Principes ».

Les professions d'**informaticienne CFC / informaticien CFC, de médiamaticienne CFC / médiamaticien CFC, d'opératrice en informatique CFC / opérateur en informatique CFC et d'informaticienne du bâtiment CFC / informaticien du bâtiment CFC** reposent sur le modèle du domaine des technologies de l'information et de la communication (modèle ICT). Pour les professions de ce domaine, l'enseignement à l'école professionnelle et la formation dans les cours interentreprises sont décrits à l'aide des modules prévus dans le plan modulaire d'ICT Formation professionnelle Suisse. L'examen portant sur les connaissances professionnelles est remplacé par des certificats de module. On évite ainsi un double examen des compétences concernées, et la mise en œuvre par les cantons est beaucoup moins coûteuse.

Étant donné que les modules revêtent une forme mixte comprenant à la fois les objectifs évaluateurs du plan de formation et les documents de mise en œuvre tels que le *plan d'études pour les écoles professionnelles* ou le *programme de formation pour les cours interentreprises*, vouloir les réglementer au niveau de l'ordonnance sur la formation n'est pas adapté à la situation.

Les écarts effectifs par rapport au texte de référence du fait de l'utilisation du modèle ICT sont décrits et justifiés ci-après :

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI
Reto Trachsel
Einsteinstrasse 2, 3003 Bern
Tél. +41 58 464 64 07
reto.trachsel@sbfi.admin.ch
www.sbfi.admin.ch

Article 3 Principes

Contrairement au modèle CO, le modèle ICT ne définit pas d'objectifs évaluateurs pour les trois lieux de formation. Pour la formation scolaire et les cours interentreprises, on se réfère aux modules prévus dans le plan modulaire d'ICT Formation professionnelle Suisse. Les contenus des modules sont définis dans ce plan. Le niveau de réglementation y est équivalent à celui qui est prévu dans les professions ayant recours à des objectifs évaluateurs. Le plan de formation précise quels modules sont enseignés à quel moment dans le cadre de la formation scolaire et des cours interentreprises. Il n'y a donc plus lieu d'indiquer directement les modules concernés dans les prescriptions sur la formation.

Article 6 Formation à la pratique professionnelle en entreprise et dans d'autres lieux de formation comparable

Stages : les activités dans l'orientation Planification exigent une compréhension approfondie des travaux sur place. Pour cette raison, des stages sont organisés dans la pratique professionnelle correspondante, par analogie aux stages prévus dans les professions de planificatrice-électricienne CFC / planificateur-électricien CFC et de dessinatrice-constructrice industrielle CFC / dessinateur-constructeur industriel CFC. Sans ces stages, il devient très complexe de comprendre les travaux techniques de sorte à pouvoir les représenter sur un plan. Par conséquent, des stages d'une durée de trois mois chacun ont été prévus dans les domaines d'activités des autres orientations de la profession d'informaticienne du bâtiment CFC / informaticien du bâtiment CFC.

Formation initiale en école : la formation initiale en école repose sur une autorisation de former délivrée par les cantons. Conformément à l'art. 16 OFPr, ces derniers doivent vérifier en collaboration avec les organisations du monde du travail compétentes, que l'employabilité des personnes ayant achevé la formation professionnelle concernée est assurée. L'autorisation de la filière de formation étant en principe une tâche cantonale, seul le nombre de jours de la formation pratique est fixé ici, et non leur répartition.

Article 7 École professionnelle

Tableau des périodes d'enseignement : les modules figurant dans le plan modulaire ICT ne sont pas organisés en fonction des domaines de compétences opérationnelles. Par conséquent, la répartition habituelle des connaissances professionnelles par domaine de compétences opérationnelles ne peut être effectuée. Étant donné les fortes différences entre les compétences opérationnelles à acquérir pour la profession d'informaticienne CFC / informaticien CFC selon l'orientation choisie, seul le domaine d'enseignement « compétences en informatique » est défini. La dénomination de ce domaine est adaptée à la formation professionnelle initiale concernée : « compétences en médiamatique » chez les médiamaticiennes CFC/ médiamaticiens CFC et « compétences en informatique du bâtiment » chez les informaticiennes / informaticiens du bâtiment CFC. En outre, certaines bases sont nécessaires en dehors des modules. Elles sont précisées dans les « compétences de base élargies ».

Compétences de base élargies : toutes les bases requises ne sont pas représentées dans le plan modulaire d'ICT. Il est par conséquent nécessaire de définir les autres compétences nécessaires à la formation professionnelle initiale en dehors des modules. Ces compétences sont regroupées et réglementées dans un domaine d'enseignement intitulé « compétences de base élargies ». Afin de distinguer clairement quelles compétences de base élargies sont visées, le nombre de périodes d'enseignement est défini dans l'ordonnance sur la formation et les contenus sont détaillés dans le plan de formation.

Nombre et durée des modules à l'école professionnelle : le système ayant été expliqué dans les principes à l'art. 3, seuls le nombre de modules et leur durée doivent encore être définis ici.

Article 8 Cours interentreprises

Dans le modèle ICT, chaque cours interentreprises correspond à un module. Les modules ne sont pas organisés par domaine de compétences opérationnelles. Le plan de formation s'est vu attribuer la tâche de définir et fixer chaque module, afin de ne pas devoir le faire dans l'ordonnance sur la formation. En conséquence, seuls le nombre et la durée des cours interentreprises sont fixés ici.

Article 13 Rapport de formation

Outre les dossiers des prestations habituels, le rapport de stage est intégré au rapport de formation sur la base des stages effectués conformément à l'art. 6. Le rapport de stage est défini à l'art. 14.

Article 14 Dossier des prestations fournies pendant les stages

Afin de consigner le niveau de formation des personnes en formation, il est important de recevoir un retour d'information pour les deux stages de trois mois visés à l'art. 6. Pour cette raison, un rapport de stage rempli par l'entreprise de stage est intégré au rapport de formation.

Article 15 Dossier des prestations fournies à l'école professionnelle

L'enseignement est organisé sur la base des modules du plan modulaire d'ICT Formation professionnelle Suisse. Chaque module s'achève par une évaluation des prestations. Les notes qui en découlent sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience conformément à l'art. 20.

Bien qu'il renonce à un examen des connaissances professionnelles, l'organe responsable veut avoir une influence sur le niveau final des modules. Il définit donc des directives devant servir à l'évaluation des prestations. Ces directives assurent la qualité de la formation.

Article 16 Dossier des prestations fournies durant les cours interentreprises

Les cours interentreprises sont organisés sur la base des modules du plan modulaire d'ICT Formation professionnelle Suisse. Chaque module s'achève par une évaluation des prestations. Les notes qui en découlent sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience conformément à l'art. 20.

L'organe responsable définit donc des directives devant servir à l'évaluation des prestations. Ces directives assurent la qualité de la formation.

Article 17 Admission

Dans les professions ICT, les connaissances professionnelles sont directement examinées dans les modules au moyen des évaluations des prestations. Les notes qui en découlent sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience conformément à l'art. 20. Étant donné que la base théorique est néanmoins très importante dans les professions ICT, la personne en formation doit obtenir une note supérieure ou égale à 4 pour la note d'expérience.

Étant donné qu'une note d'expérience supérieure ou égale à 4 doit être obtenue et que l'examen des connaissances professionnelles est remplacé, les personnes sans note d'expérience ne peuvent pas réussir l'examen final. Pour cette raison, elles ne sont pas admises à passer l'examen final. Afin de pouvoir leur proposer une procédure de qualification, nous avons imposé à l'organe responsable l'obligation de prévoir pour les personnes concernées une autre procédure de qualification conformément à l'art. 33 LFPr. Cette autre procédure de qualification n'est pas réglée dans l'ordonnance sur la formation.

Article 19 Étendue et organisation de la procédure de qualification avec examen final

Les connaissances professionnelles ne font volontairement pas l'objet d'un examen étant donné que les compétences concernées sont déjà examinées au moyen des évaluations des prestations fournies dans les modules. Les connaissances professionnelles ne font donc pas l'objet d'un double examen et les cantons peuvent faire de grandes économies.

Article 20 Conditions de réussite, calcul et pondération des notes

La note d'expérience « informatique du bâtiment » remplace l'examen des connaissances professionnelles et doit être supérieure ou égale à 4.

La note finale englobe les différentes notes d'expérience au lieu du domaine de qualifications « connaissances professionnelles ». La pondération des différents éléments incombe à l'organe responsable. La pondération de la culture générale doit néanmoins être au moins égale à 20 %.

En outre, cet article décrit comment les notes d'expérience sont obtenues et les réglemente en lien avec les art. 15 et 16. L'obtention des notes d'expérience issues de plusieurs lieux de formation est réglée par analogie au bloc de texte 24 relatif au texte de référence.

Article 21 Répétitions

Étant donné que la note d'expérience « informatique du bâtiment » pour l'examen final ne peut être générée par la participation à l'enseignement correspondant pendant deux semestres, mais par les notes des différents modules, la répétition doit être définie sur la base des modules. Cette réglementation relative aux répétitions a été fixée en collaboration avec les cantons.

Article n.n Cas particulier

Dans une ordonnance sur la formation, on ne peut pas réglementer le fait qu'il n'y a rien à réglementer. Pour les personnes ayant acquis leurs compétences hors du cadre de la formation professionnelle initiale réglementée par l'ordonnance, d'autres procédures de qualification sont prévues conformément à l'art. 33 LFPr. Toutes les réglementations les concernant ne figurent pas dans une ordonnance, mais dans un acte réglementant les autres procédures de qualification.

Article 23 Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation de ...

Deux organisations du monde du travail composent l'organe responsable. Elles sont toutes deux mentionnées, de même que le nombre de sièges dont elles disposent au sein de la Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation. Cette disposition correspond à une réglementation ordinaire, à la différence que plusieurs organisations du monde du travail composent l'organe responsable. La Confédération ne peut pas forcer ces deux organisations à fusionner ou à dépendre d'une organisation faitière conjointe.

Une mission supplémentaire dévolue à la commission consiste à veiller à la comparabilité des évaluations des prestations des modules en lieu et place d'élaborer les contenus des examens des connaissances professionnelles. La Confédération finance l'exécution des procédures de qualification au moyen de forfaits versés aux cantons. Les cantons sont tenus de transmettre ces montants aux tiers concernés lorsque ces derniers exécutent les tâches concernées (art. 52 LFPr). Sur la base de cette disposition dans l'ordonnance sur la formation, les cantons ont conclu un contrat de prestations avec l'organe responsable et ont réglé la question de l'indemnisation des coûts qui en découle.

Meilleures salutations

Secrétariat d'État à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI

Reto Trachsel
Responsable de projet